

# La Cour internationale de justice ordonne à Israël d'empêcher un génocide à Gaza

vendredi 26 janvier 2024, par [BOUGON François](#), [HOURDEAUX Jérôme](#) (Date de rédaction antérieure : 26 janvier 2024).

**Selon la plus haute instance judiciaire internationale, « il existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé » aux Palestiniens de Gaza. La Cour demande à Israël de « prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la commission [...] de tout acte » de génocide. Mais n'appelle pas au cessez-le-feu.**

## Sommaire

- [Environ 70 % de victimes \(...\)](#)
- [Gaza, « lieu de mort et de \(...\)](#)

Même si elle n'a aucune chance d'être appliquée sur le terrain, [la décision prise vendredi 26 janvier](#) par la plus haute instance judiciaire des Nations unies marque incontestablement un tournant dans la guerre au Proche-Orient. Elle intervient après quatre mois de conflit déclenché par l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, qui a fait plus de 1 200 morts et des milliers de blessés, conduit à la prise en otage de 240 personnes, et entraîné l'offensive israélienne dans la bande de Gaza, dont le dernier bilan s'élève à plus de 25 000 morts.

La Cour internationale de justice (CIJ), basée à La Haye (Pays-Bas), a expliqué, par la voix de sa présidente, la juge Joan Donoghue, « être pleinement consciente de l'ampleur de la tragédie humaine qui se joue dans la région et nourri[r] de fortes inquiétudes quant aux victimes et aux souffrances humaines que l'on continue d'y déplorer ». Elle a ordonné à Israël de « prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la commission à l'encontre des Palestiniens de Gaza de tout acte » de génocide.

« Israël doit veiller avec effet immédiat à ce que son armée ne commette aucun des actes » de génocide, affirme l'ordonnance. Elle « considère également qu'Israël doit prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide à l'encontre des membres du groupe des Palestiniens de la bande de Gaza ».

La cour de La Haye, saisie à la suite d'une plainte de l'Afrique du Sud, demande « en outre » à l'État hébreu de « prendre sans délai des mesures effectives pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire requis de toute urgence afin de remédier aux difficiles conditions d'existence auxquelles sont soumis les Palestiniens de la bande de Gaza ».

*La présidente de la CIJ Joan Donoghue (au centre) avec les autres juges de la cour lors de l'annonce de la décision concernant Israël à La Haye, le 26 janvier 2024. © Photo Remko de Waal / ANP via AFP*

Enfin, l'ordonnance de la CIJ ordonne aux autorités israéliennes de « prendre des mesures effectives

*pour prévenir la destruction et assurer la conservation des éléments de preuve relatifs aux allégations d'actes » de génocide.*

La juge Joan Donoghue, qui a donné lecture de la décision, a insisté sur son caractère provisoire, qui ne préjuge en rien de son futur jugement sur le fond des accusations d'actes de génocide. Celles-ci ne seront tranchées que dans plusieurs années, après instruction.

La cour « *ne peut, à ce stade, conclure de façon définitive sur les faits* » et sa décision sur les mesures conservatoires « *laisse intact le droit de chacune des parties de faire valoir à cet égard ses moyens* » en vue des audiences sur le fond, a-t-elle poursuivi.

Elle considère cependant que « *les faits et circonstances* » rapportés par les observateurs « *suffisent pour conclure qu'au moins certains des droits* » des Palestiniens sont mis en danger et qu'il existe « *un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé* ».

### **Environ 70 % de victimes civiles**

La CIJ avait été saisie le 29 décembre 2023 par l'Afrique du Sud qui, dans sa requête, accuse notamment Israël d'avoir violé l'article 2 de la Convention de 1948 sur le génocide, laquelle interdit, outre le meurtre, « *l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe* » visé par le génocide, l'imposition de « *conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle* » ou encore les « *mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe* ».

Le recours décrit longuement une opération militaire israélienne qualifiée d'« *exceptionnellement brutale* », « *tuant des Palestiniens à Gaza, incluant une large proportion de femmes et d'enfants – pour un décompte estimé à environ 70 % des plus de 21 110 morts [au moment de la rédaction du recours par l'Afrique du Sud – ndlr] –, certains d'entre eux apparaissant avoir été exécutés sommairement* ».

Il soulignait également les conséquences humanitaires du déplacement massif des populations et de la destruction massive de logements et d'équipements publics, dont des écoles et des hôpitaux.

Lors des deux demi-journées d'audience, jeudi 11 et vendredi 12 janvier, le conseiller juridique du ministère des affaires étrangères israélien, Tal Becker, avait dénoncé une « *instrumentalisation* » de la notion de génocide et qualifié l'accusation sud-africaine de « *calomnie* ».

« *C'est une guerre qu'Israël n'a pas commencée* », avait poursuivi le représentant israélien, affirmant que « *s'il y a eu des actes que l'on pourrait qualifier de génocidaires, [ils ont été commis] contre Israël* ». « *Israël ne veut pas détruire un peuple mais protéger un peuple : le sien.* »

### **Gaza, « lieu de mort et de désespoir »**

La CIJ, de son côté, a fondé sa décision sur les différents rapports et constatations fournis par des organisations internationales. Elle cite notamment [la lettre du 5 janvier 2024](#) du secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU, Martin Griffiths, décrivant la bande de Gaza comme un « *lieu de mort et de désespoir* ».

L'ordonnance rappelle qu'un communiqué de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) [du 21 décembre 2023](#) s'alarmait du fait que « *93 % de la population de Gaza, chiffre sans précédent, est confrontée à une situation de crise alimentaire* ».

[Le 12 janvier 2024](#), c'est l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) qui lançait un cri d'alerte. « *Cela fait maintenant 100 jours que cette guerre dévastatrice a commencé, que la population de Gaza est décimée et déplacée, suite aux horribles attaques perpétrées par le Hamas et d'autres groupes contre la population en Israël* », s'alarmait-il.

L'ordonnance souligne, en miroir, les multiples déclarations de responsables israéliens assumant une répression sans pitié dans la bande de Gaza, si nécessaire au prix de vies civiles. Elle souligne que des rapporteurs spéciaux des Nations unies ont même pu s'indigner de « *la rhétorique manifestement génocidaire et déshumanisante de hauts responsables du gouvernement israélien* ».

La CIJ pointe par exemple les propos du ministre de la défense Yoav Gallant [du 9 octobre 2023](#) annonçant « *un siège complet de la ville de Gaza* », avant d'affirmer : « *Nous combattons des animaux humains.* »

---

La situation humanitaire catastrophique dans la bande de Gaza risque fort de se détériorer encore.

L'ordonnance de la CIJ

---

[Le 12 octobre](#), c'est le président israélien Isaac Herzog qui affirmait : « *Tous ces beaux discours sur les civils qui ne savaient rien et qui n'étaient pas impliqués, ça n'existe pas. Ils auraient pu se soulever, ils auraient pu lutter contre ce régime maléfique qui a pris le contrôle de Gaza.* »

Et, à la vue des intentions affichées par les autorités israéliennes, les opérations militaires dans la bande de Gaza ne sont pas près de s'arrêter. « *La Cour considère que la situation humanitaire catastrophique dans la bande de Gaza risque fort de se détériorer encore avant qu'elle rende son arrêt définitif* », affirme l'ordonnance.

« *À la lumière de ce qui précède, poursuivent les juges, la Cour considère qu'il y a urgence en ce sens qu'il existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits qu'elle a jugés plausibles avant qu'elle ne rende sa décision définitive.* »

Si la décision de la CIJ est juridiquement contraignante, la Cour n'a pas la capacité de la faire appliquer. Cependant, elle est incontestablement une défaite diplomatique pour Israël.

Présente à La Haye, la ministre des relations internationales et de la coopération d'Afrique du Sud, Naledi Pandor, a pris la parole à la sortie de l'audience. Si elle a regretté que les juges n'aient pas appelé à un cessez-le-feu, elle s'est dite « *satisfaite que les mesures provisoires* » réclamées par son pays aient « *fait l'objet d'une prise en compte* » par la Cour, et qu'Israël doive fournir un rapport d'ici un mois. Pour l'Afrique du Sud, lancer cette plainte, a-t-elle expliqué, « *était une façon de s'assurer que les organismes internationaux exercent leur responsabilité de nous protéger tous, en tant que citoyens du monde global* ».

---

Nous poursuivrons cette guerre jusqu'à la victoire absolue, jusqu'à ce que tous les otages soient rendus.

Benyamin Nétanyahou

---

Comme l'on pouvait s'y attendre, les autorités israéliennes ont vivement critiqué les ordonnances d'urgence réclamées par les juges de La Haye. Si le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, s'est réjoui de ce que ces derniers n'aient pas réclamé, comme le demandait l'Afrique du Sud, de cessez-le-feu - « *Comme tout pays, Israël a le droit fondamental de se défendre. La CIJ de La Haye a rejeté à juste titre la demande scandaleuse visant à nous priver de ce droit* », a-t-il dit -, il a eu des mots très durs envers l'instance : « *La simple affirmation selon laquelle Israël commet un génocide contre les Palestiniens n'est pas seulement fausse, elle est scandaleuse, et la volonté de la Cour d'en discuter est une honte qui ne sera pas effacée pendant des générations.* »

Il a affirmé vouloir continuer « *à défendre [ses] citoyens dans le respect du droit international* ». « *Nous poursuivrons cette guerre jusqu'à la victoire absolue, jusqu'à ce que tous les otages soient rendus et que Gaza ne soit plus une menace pour Israël* », a ajouté Nétanyahou.

Jeudi, à la veille de la décision de la CIJ, [le New York Times](#) avait révélé que les autorités israéliennes avaient fourni aux juges de La Haye une trentaine de documents déclassifiés, censés démontrer l'accusation de génocide, parmi lesquels « *des résumés de discussions ministérielles datant de la fin du mois d'octobre, au cours desquelles le premier ministre Benyamin Nétanyahou a ordonné l'envoi d'aide, de carburant et d'eau à Gaza* ».

Cependant, souligne le quotidien états-unien, les documents « *ne comprennent pas les ordres des dix premiers jours de la guerre, lorsqu'Israël a bloqué l'aide à Gaza et coupé l'accès à l'électricité et à l'eau qu'il fournit normalement au territoire* ».

---

**Près de 70 % des forces militaires du Hamas sont intactes.**

---

Nul doute que cette décision de la plus haute instance judiciaire des Nations unies va renforcer les appels en faveur d'un cessez-le-feu. Après plus de quatre mois de combats et un bilan lourd parmi la population civile gazaouie, Nétanyahou n'a pas atteint son objectif d'éradiquer le mouvement islamiste. Selon les Israéliens eux-mêmes, près de 70 % des forces militaires du Hamas sont intactes. De plus, les familles d'otages toujours aux mains du Hamas ou d'autres groupes islamistes de l'enclave maintiennent leurs pressions.

Le ministre palestinien des affaires étrangères Riyad al-Maliki s'est réjoui d'une décision de la CIJ « *en faveur de l'humanité et du droit international* », ajoutant que la communauté internationale avait désormais « *l'obligation juridique claire de mettre fin à la guerre génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien de Gaza et de s'assurer qu'elle n'en est pas complice* ». Le ministre de la justice sud-africain Ronald Lamola, cité par l'agence Reuters, a salué, lui, « *une victoire pour le droit international* ». « *Israël ne peut être exempté du respect de ses obligations internationales* », a-t-il ajouté.

De son côté, la Commission européenne a appelé Israël et le Hamas à se conformer à la décision de la CIJ. L'Union européenne « *attend leur mise en œuvre intégrale, immédiate et effective* », a-t-elle souligné dans un communiqué.

La France avait fait entendre pourtant il y a quelques jours une voix discordante. Le ministre des affaires étrangères Stéphane Séjourné avait déclaré, à l'Assemblée nationale, qu'« *accuser l'État juif de génocide, c'est franchir un seuil moral* ». Dans un communiqué publié après la décision de la CIJ, le ministère a annoncé son intention de déposer des observations sur l'interprétation de la Convention de 1948, comme le lui permet la procédure. « [La France] *indiquera notamment l'importance qu'elle attache à ce que la Cour tienne compte de la gravité exceptionnelle du crime de génocide, qui nécessite l'établissement d'une intention. Comme le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a eu l'occasion de le noter, les mots doivent conserver leur sens* », indique le texte.

Les États-Unis ont estimé que la décision était conforme à la position états-unienne, exprimée à plusieurs reprises par Joe Biden à son allié israélien, de réduire les souffrances des civils de Gaza et d'accroître l'aide humanitaire. Cependant, a expliqué un porte-parole du département d'État, les États-Unis continuent « *de penser que les allégations de génocide sont infondées* » et notent « *que la Cour n'a pas fait de constat de génocide, ni appelé à un cessez-le-feu dans sa décision, et qu'elle a appelé à la libération inconditionnelle et immédiate de tous les otages détenus par le Hamas* ».

C'est dans ce contexte que se déroulent des discussions pour obtenir une trêve prolongée, la deuxième après celle de novembre, qui avait duré une semaine et permis la libération de plusieurs dizaines d'otages.

Selon les médias états-unis, Israël a proposé une trêve de 60 jours et la libération progressive des otages encore retenus. Selon ce projet, [a affirmé CNN](#), les dirigeants du Hamas pourraient quitter l'enclave. Selon la chaîne d'informations américaine, « *des responsables américains et internationaux au fait des négociations ont déclaré que l'engagement récent d'Israël et du Hamas dans des pourparlers était encourageant, mais qu'un accord n'était pas imminent* ».

Le [Washington Post](#) a révélé jeudi que le président américain Joe Biden allait envoyer dans les prochains jours en Europe le directeur de la CIA, William Burns, pour tenter d'obtenir un accord. Il devrait rencontrer les chefs des services de renseignement israélien et égyptien, David Barnea et Abbas Kamel, et le premier ministre qatari Mohammed ben Abdulrahman al-Thani. Vendredi soir, [l'Agence France-Presse \(AFP\)](#) a affirmé qu'ils se retrouveraient « *dans les tout prochains jours à Paris* », citant « *une source sécuritaire d'un État impliqué dans les négociations* ».

**François Bougon et Jérôme Hourdeaux**

---

---

## P.-S.

- Mediapart. 26 janvier 2024 à 18h56 :

<https://www.mediapart.fr/journal/international/260124/la-cour-internationale-de-justice-ordonne-israel-d-empêcher-un-genocide-gaza>

*Les articles de François Bougon sur Mediapart :*

<https://www.mediapart.fr/biographie/francois-bougon>

ESSF invite lectrices et lecteurs à s'abonner à Mediapart.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>